



Les documents Takieddine. Les preuves de l'espionnage français du net libyen

Par **Fabrice Arfi** et **Karl Laske**

Article publié le jeudi 6 octobre 2011

Ils pouvaient espionner l'internet de Libye. Et ils en ont fait la démonstration. En 2007, la société française Amesys, filiale du groupe Bull, a vendu un impressionnant matériel électronique d'espionnage au régime Kadhafi par l'intermédiaire de l'incontournable Ziad Takieddine. L'opération, dont certains détails ont été classifiés « confidentiel défense », a permis à la société française de roder ses produits, commercialisés depuis sous le nom de programme "Eagle". Et elle a aussi permis à l'homme d'affaires, qui réclame ces jours-ci d'être reçu à l'Elysée, de recevoir au moins 4,5 millions d'euros de commissions occultes, **comme Mediapart l'avait révélé fin juillet.**



Dans les équipes de la société Amesys, le pays pour lequel on travaillait, avait reçu pour nom de code « *le pays de Candy* », célèbre série animée qui met en scène une orpheline... Tous les voyages de la direction de Bull en Libye, notamment de l'actuel PDG de Bull, Philippe Vannier, étaient planifiés et organisés par Ziad Takieddine.

Dans un document conservé par le marchand d'armes, la société Amesys (ex-i2e) a détaillé pour les autorités libyennes, fin 2006, l'étendue de ses capacités d'interception de mail, chat, ou de conversations via le net.

Pour prouver son efficacité, Amesys a fait figurer dans son offre technique aux Libyens des traces de tests d'interceptions de mails au sein d'un laboratoire de l'université Pierre et Marie Curie (Paris X), le Lip6-CNRS.

On y découvre des échanges personnels entre profs, chercheurs et thésards, des traces d'échange MSN et des pages d'interrogations Google (*voir document ci-dessous*). Un échantillon d'espionnage qui a surpris et scandalisé les enseignants contactés par Mediapart. Le Lip 6 spécialisé dans l'étude des réseaux avait cédé des brevets à la société Qosmos, elle même sous-traitante d'Amesys jusqu'en 2008.

Cliquez sur l'image pour l'agrandir.

Index	*smtp*sender not null	*smtp*receiver not null	*smtp*subject not null	*smtp*mime_mime_parts...	mime
1	smtp@lip6.fr	lip6@lip6.fr	RE: RE: module de test	bertran	incoming
2	smtp@lip6.fr	lip6@lip6.fr	lip6@lip6.fr	lip6@lip6.fr	incoming
3	smtp@lip6.fr	lip6@lip6.fr	lip6@lip6.fr	lip6@lip6.fr	incoming
4	smtp@lip6.fr	lip6@lip6.fr	lip6@lip6.fr	lip6@lip6.fr	incoming
5	smtp@lip6.fr	lip6@lip6.fr	lip6@lip6.fr	lip6@lip6.fr	incoming
6	smtp@lip6.fr	lip6@lip6.fr	lip6@lip6.fr	lip6@lip6.fr	incoming
7	smtp@lip6.fr	lip6@lip6.fr	lip6@lip6.fr	lip6@lip6.fr	incoming
8	smtp@lip6.fr	lip6@lip6.fr	lip6@lip6.fr	lip6@lip6.fr	incoming
9	smtp@lip6.fr	lip6@lip6.fr	lip6@lip6.fr	lip6@lip6.fr	incoming
10	smtp@lip6.fr	lip6@lip6.fr	lip6@lip6.fr	lip6@lip6.fr	incoming
11	smtp@lip6.fr	lip6@lip6.fr	lip6@lip6.fr	lip6@lip6.fr	incoming
12	smtp@lip6.fr	lip6@lip6.fr	lip6@lip6.fr	lip6@lip6.fr	incoming

« *Quelqu'un a placé une sonde sur le tuyau de sortie du laboratoire, a commenté un professeur de Paris X. Il s'agit une intrusion physique* ». « *C'est hallucinant, s'indigne un ancien thésard du Lip 6 aujourd'hui enseignant à Paris 13. Ils ont intercepté tout ce qui rentre et ce qui sort du Lip 6. Ils ont intercepté mes mails, et c'est interdit.* » Qosmos aurait donc testé secrètement ses sondes sur ce laboratoire. Mais personne ne s'explique que ces traces aient pu figurer sur un document communiqué par Amesys à la dictature libyenne

Vendu 12,5 millions d'euros, en 2007, le projet de surveillance des internautes libyens s'intitule NSA (« *Network Stream Analyser* ») et s'intègre dans un vaste programme de sécurité (« *Homeland Security Program* ») qui bénéficie du soutien actif du ministre français de l'intérieur d'alors, Nicolas Sarkozy. Il inclut notamment la livraison d'un 4x4 furtif, **dont Mediapart s'est déjà fait l'écho.**



Amesys tente d'étouffer le scandale

Son architecture, détaillée par Amesys, repose sur l'installation d'une sonde « renifleuse » à l'entrée du réseau national et la mise en place d'un centre de stockage et d'interrogation du trafic. « *Les données ne sont pas filtrées mais stockées en totalité* », explique Amesys. Les flux sont « *reconstitués* » après avoir été « *ciblés* » à partir de mots clés - jusqu'à 5.000 mots.

14. THE MONITORING CENTER AND FILTERING



Des journalistes du *Wall Street Journal* et de la BBC ont retrouvé ce centre d'écoutes après la chute de Tripoli - y compris des affiches au nom de la société française -, et le site **Owni** a dévoilé un manuel d'opérateur du système « *Eagle* », l'appellation définitive du système d'espionnage vendu à la Libye.

Mais le groupe Bull a soutenu que « *le contrat concernait la mise à disposition du matériel d'analyse portant sur une fraction de connexions internet existantes, soient quelques milliers* ». Et qu'il « *n'opère aucun centre d'écoute téléphonique ni internet à aucun point du globe* ».

Dans le document intégral ci-dessous, Amesys met en place tout le contraire. A savoir l'espionnage du pays.

Le scandale devient dangereux pour Amesys. Face aux révélations de l'affaire Takieddine et aux informations publiées à la faveur de la chute du régime libyen, la direction a donc décidé d'envoyer des lettres recommandées à ses anciens salariés pour leur demander par avance de se taire. En n'hésitant pas à les soupçonner ouvertement d'avoir contribué aux fuites.

« *Il a été porté à notre connaissance que des informations techniques, fonctionnelles et commerciales que vous avez eu à connaître dans le cadre de vos fonctions, avaient été diffusées à des tiers, notamment certains médias*, écrit Nicolas Poiré, le DRH d'Amesys. *Cette information cause à notre entreprise un préjudice d'image et commercial considérable dont nous entendons obtenir réparation* ».

Dans ce courrier, Amesys annonce qu'il enquête sur ses salariés et leur promet donc des suites judiciaires : « *Dans l'attente de la finalisation des investigations actuellement en cours, lesquelles devraient permettre d'identifier les collaborateurs ou anciens collaborateurs à l'origine de ces manquements, nous ne pouvons que vous inviter à respecter strictement vos obligations* ».

La direction de la société française oublie de signaler que tous les développements de l'affaire Takieddine sont entre les mains de la justice. Et que les commissions occultes versées illégalement par la filiale de Bull au marchand d'armes devraient, elles aussi, faire l'objet d'investigations.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Directrice général : Marie-Hélène Smiéjan

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 1 538 587,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil de direction : François Bonnet, Jean-Louis Bouchard, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa ; Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 80 ou 01 90

Propriétaire, éditeur et prestataire des services proposés sur ce site web : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 1 538 587,60 euros, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.